

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 16/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société de la Raffinerie de Dunkerque

Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest
BP 94519
59381 Dunkerque

Références : [H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\SRD \(cessation activité\)_Dunkerque_0007000588\2_Inspections\2024_02_07 remise en état secteur 1B3_1F_1G2\SRD_dunkerque_RAPVI_0007000588.odt](H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\SRD (cessation activité)_Dunkerque_0007000588\2_Inspections\2024_02_07 remise en état secteur 1B3_1F_1G2\SRD_dunkerque_RAPVI_0007000588.odt)
Code AIOT : 0007000588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2024 dans l'établissement Société de la Raffinerie de Dunkerque implanté Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59381 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société de la Raffinerie de Dunkerque
- Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59381 Dunkerque
- Code AIOT : 0007000588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Ex IED - MTD

SRD, installation classée soumise à autorisation avec servitude d'utilité publique, au titre des rubriques 1131, 1412, 1431 et 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a cessé son activité en 2016. Le site a été découpé en secteurs afin de faciliter la remise en état du site par étapes et la réindustrialisation du site. (secteur 1A à 1H et secteur 3A) SRD a déposé un plan de gestion pour le secteur 1 en juillet 2022. Il a fait l'objet de nombreux échanges avec la DREAL et a abouti à la rédaction d'un arrêté complémentaire actant les travaux et mesures de gestion sur site en date du 09/10/2023.

Le secteur 1B-3/1F/1G-2 objet du présent rapport correspond à un sous-secteur des secteurs 1B, 1F et 1G (eux-mêmes issus du découpage de la zone 1). Il occupe une partie de la parcelle cadastrales AD 151 de la commune de Dunkerque . Il faisait l'objet de plusieurs arrêtés d'autorisation notamment du 8 mars 1994, 14 avril 2006, 19 octobre 2007, 7 septembre 2011, 15 février 2013 et 3 juin 2015.

Secteur	Surface en m ²	Surfaces combinées en m ²
Secteur 1B-3	82821	201405
Secteur 1F	69447	
Secteur 1G-2	49137	

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués – remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	remise en état suite cessation activité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord de donner acte à la société SRD de la remise en état pour un usage industriel du secteur 1B-3/1F/1G-2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : remise en état suite cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R 512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, cessation activité
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée: I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

Pour rappel les mesures de gestion suite à la cessation d'activité du site SRD zone 1 ont été prescrites par arrêté préfectoral complémentaire du 09/10/2023.

suite aux travaux réalisés sur le secteur 1B-3/1F-1G-2, une première version du dossier de récolement a été remise à la DREAL et au Préfet pour le secteur 1B-3/1F-1G-2 par courrier du 27/07/2023..A l'issue de l'examen du dossier de recollement par la DREAL, des compléments ont été demandés à l'exploitant par courriel du 29/09/2023.

Par mail du 31/10/2023, SRD a transmis une nouvelle version du dossier de récolement du secteur 1B-3/1F-1G-2 référencée- rapport ERM référencé MCD NE 360-1 du 25/10/2023.

une visite d'inspection a été réalisée par la DREAL le 21/11/2023.

lors de cette visite il a été constaté :

- le secteur n'est pas clôturé et non délimité. il existe cependant une clôture et un contrôle d'accès pour la totalité de la zone 1. compte tenu de la présence d'une clôture sur le pourtour de l'ensemble de la zone 1, la mise en place d'une délimitation claire par des barrières au niveau des angles et par des piques au niveau des cotés sera admise.

- la présence sur le secteur B-3/1F/1G-2 concerné de :

- 2 postes transfo

- les bassins RPN non démantelés

- des zones excavées lors des travaux des dépollution et fossé de drainage non remblayés

- des stocks de bétons concassés ou à concasser (20 000 t d'après SRD)

Il a été demandé à SRD de procéder à une remise en état (démontage , remblaiement, évacuation des bétons) ou à défaut de fournir l'accord du GPMD pour les laisser en place avec une gestion post PV de recollement.

L'ensemble des observations qui restaient à lever ont été transmises à SRD par mail du 22/11/2023 avec copie au GPMD.

SRD a fourni un dossier de recollement tenant compte des observations de la DREAL par mail du 11/12/2023.

ce document final est référencé : Dossier de récolement ERM – Secteur 1B-3/1F/1G-2 -Référence MCD NE 360-2 Date – 08/12/2023.

En conclusion de ce document le bureau ERM , intervenant en tant qu'organisme de contrôle compétent indépendant prévu par l'APC du 09/10/2023 , indique :

"Sur la base des éléments détaillés dans le présent dossier de récolement, ERM confirme que les travaux réalisés et l'état résiduel de la zone sont conformes avec les objectifs définis dans le Plan de Gestion et l'Arrêté Préfectoral du 9 octobre 2023".

En annexe 2 de ce dossier est fourni un document du GPMD daté du 05/12/23 indiquant :

✓ Présence de 2 postes de transformation électrique : le GPMD autorise le démantèlement différé ou le maintien en place selon l'ouvrage considéré.

✓ Présence du bassin RPN : Le GPMD a donné son accord à l'ancien exploitant de ne pas déconstruire l'ouvrage.

✓ Stocks de bétons concassés ou à concasser : la totalité des matériaux sera réemployée avant fin décembre et n'occupera plus l'emprise de la parcelle concernée

✓ Zones excavées : en dehors des fouilles de dépollution dont le remblaiement est sous la responsabilité de l'ancien exploitant, le GPMD pourrait prendre en charge le comblement du fossé de drainage. Le dispositif de drainage, dont le bassin RPN seront exploités dans le cadre des travaux d'aménagement des futurs terre-pleins."

Par mail du 06/02/2024 le GPMD a indiqué accepter que la réception du secteur soit faite avec un remblaiement des fouilles de dépollution réalisé postérieurement au PV de recollement, en accord avec l'ancien exploitant.

La DREAL note que les ARR réalisées après travaux prennent comme hypothèses la mise en place de :

-50 cm de remblais sains sur la zone des anciennes cuvettes du secteur 1B, y compris sous les constructions et zones d'enrobés éventuels

- 2,5 m de remblais par des bétons concassés puis 50 cm de remblais sains sur la dépression RPN, y compris sous les constructions et zone d'enrobés éventuels.

Ces travaux de mise en place de remblais sains seront effectués postérieurement au PV de recollement comme indiqué dans un courrier du GPMD du 26/05/2023.

SRD a justifié la mise en place d'une épaisseur de 2,5 m de béton concassé sur la dépression RPN en fournissant un relevé géomètre avant/après travaux. Cette hypothèse prise dans l'ARR de cette zone est donc vérifiée.

La DREAL rappelle que la mise en place d'un grillage avertisseur entre les terrains sous-jacents et les remblais sains est une obligation.

La position des ouvrages de surveillance piézométrique ne pourra être définitivement validée qu'à l'issue de la libération d de l'ensemble des terrains de la zone 1.

Lors de la visite du 07/02/2024 il est constaté :

- la mise en place d'une délimitation du secteur 1B-3/1F-1G-2 par des barrières au niveau des angles. **SRD doit veiller au maintien de ces délimitations jusqu'au recollement total de l'ensemble de la zone 1.**
- La zone 1 est clôturée et surveillée.
- les zones excavées pour dépollution n'ont pas été remblayées ; cela a reçu l'accord du GPMD comme indiqué ci-avant.
- Les stocks de bétons concassés ont été régaliés dans les cuvettes du secteur 1B
- un stock de matériaux à concasser demeure néanmoins sur le secteur 1B-3/1F-1G-2 . Par mail du 08/02/2024, le GPMD a donné son accord pour le traitement ultérieur de ce stock.

En conclusion les travaux de remise en état prévus par l'APC du 09/10/2023 peuvent être considérés comme réalisés sur le secteur 1B-3/1F-1G-2 à l'exception des travaux de comblement des zones excavées pour dépollution, de la déconstruction des 2 transformateurs et du bassin RPN, de la mise en place de la couverture du site prévue à l'article 3.6 de l'AP du 09/10/2023, pour lesquels le GPMD a donné son accord pour une réalisation après la délivrance du PV de recollement.

Ces travaux devront dans tous les cas être réalisés avant la réutilisation du site.

Type de suites proposées : Sans suite